

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 1^{er} avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAT Nitrogen France SAS

Usine de Grandpuits
CS 20798
77720 Mormant

Références : E/26-0652
N° HÉLIOS : 63320

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 09 juillet 2025, à 09h25, l'unité de production d'acide nitrique subit un arrêt d'urgence automatique provoquant l'émission d'un panache d'oxyde d'azote de couleur orangé au niveau de la cheminée de cette unité, dont l'émissaire est situé à 90 m de hauteur. L'émission, estimée par l'exploitant à 50 000 ppm a duré environ 15 minutes. Par mesure de précaution, le Plan d'Organisation Interne (POI) de l'établissement a été activé, entraînant le confinement de l'ensemble du personnel du site. Selon l'exploitant, cet incident n'a eu aucun impact sur le personnel, le matériel ou l'environnement proche. Par courrier du 25 juillet 2025, l'exploitant a transmis un rapport d'incident expliquant les causes de l'incident du 09 juillet 2025 et proposant un plan d'action à mettre en œuvre.

Un incident similaire était déjà survenu le 17 juin 2024 au cours duquel l'unité de production d'acide nitrique a également subi un arrêt d'urgence automatique à l'origine d'émissions d'oxydes d'azote dans l'atmosphère. L'exploitant a transmis le 15 novembre 2024 un rapport de cet incident proposant un plan d'action.

L'inspection du 1^{er} octobre 2025 portait sur les suites des incidents de rejets d'oxyde d'azote survenus les 09 juillet 2025 et 17 juin 2024 et plus particulièrement sur l'avancement des actions planifiées dans les plans d'action annoncés dans les rapports d'incident. Cette inspection visait également à vérifier le respect de certaines prescriptions applicables à l'unité de production d'acide nitrique.

Enfin, l'inspection a contrôlé le respect de la remise en état des installations suite au passage d'ammoniac pollué au propylène survenu lors du dépotage d'un wagon le 24 janvier 2025. Cette remise en état des installations était encadrée par arrêté préfectoral complémentaire du 07 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE communément appelée Usine de Grandpuits a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares. Elle a été rachetée en 2023 par le groupe AGROFERT.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alkali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO₂),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle est également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;

- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré du fait de la présence de cette usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité. Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Unité de fabrication d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Unité de fabrication d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Unité de fabrication d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Unité de fabrication d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Unité de fabrication d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Unité de fabrication d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Gestion de la remise en état des installations suite à la consommation du mélange ammoniac/propylène	AP Complémentaire du 07/07/2025, Titre 2 de l'annexe confidentielle	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 an pour la suite n°01102025-18

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				et 3 mois pour la suite n°01102025-19

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a indiqué avoir réalisé les actions décrites dans les deux plans d'action figurant dans les rapports d'incident transmis les 15 novembre 2024 et 25 juillet 2025, sans toutefois pouvoir présenter les justificatifs correspondants. Le respect de certaines prescriptions applicables à l'unité de production d'acide nitrique n'a pas pu être justifié par l'exploitant lors de l'inspection.

L'inspection a constaté en outre que toutes les installations électriques de l'établissement n'étaient pas vérifiées périodiquement. L'inspection attend à ce que l'ensemble de ces installations soit vérifié par un organisme compétent durant l'année 2026.

Enfin d'après l'exploitant, les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juillet 2025 encadrant la remise en état des installations suite à l'utilisation d'ammoniac pollué au propylène dans le cadre de son activité de production ont été respectées. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs correspondants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'incident survenu le 9 juillet 2025, au cours duquel un panache d'oxyde d'azote a été rejeté</p>

dans l'atmosphère, l'exploitant a transmis un rapport d'incident par courrier du 25 juillet 2025. Ce rapport indique un défaut électrique sur l'alimentation d'électrovannes comme cause identifiée de la mise en sécurité de l'unité de production d'acide nitrique. Ce rapport mentionne également un plan d'action. Selon l'exploitant, ce plan d'action a été réalisé. Toutefois, les justificatifs associés n'ont pas pu être présentés. L'inspection a relevé 3 suites pour lesquelles, elle demande à l'exploitant la transmission de ces justificatifs (cf. **Suites n°01102025-1, n°01102025-2, n°01102025-3, et n°01102025-4 de la Partie confidentielle**).

Le point concernant la remise en état de la station de mesure de la qualité de l'air située sur la commune de Bagneaux a été traité au cours de l'inspection Air du 12 décembre 2025. En outre, la communication aux mairies alentours ainsi qu'aux autres membres de la commission de suivi de site a été faite par l'exploitant le 10 juillet 2025 par courrier.

Enfin, le rapport d'incident transmis le 25 juillet 2025 n'indique pas explicitement les causes profondes tant techniques qu'organisationnelles ayant conduit à la mise en sécurité de l'unité de production d'acide nitrique induisant de fait un rejet à l'atmosphère d'un panache d'oxyde d'azote.

Suite n°01102025-5: L'exploitant complètera son rapport du 25 juillet 2025 relatif à l'incident ayant conduit au rejet dans l'atmosphère d'un panache d'oxyde d'azote par :

- Une analyse des causes profondes tant organisationnelles que techniques ;
- La modélisation de cette analyse avec un arbre des causes ou tout autre méthode équivalente ;
- Les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

Lors de la visite du 1^{er} octobre 2025, l'inspection est par ailleurs revenue sur l'incident du 17 juin 2024 ayant conduit à la mise en sécurité de l'unité de production d'acide nitrique ce qui a eu pour conséquence un rejet à l'atmosphère d'oxyde d'azote. Dans le rapport d'incident transmis le 15 novembre 2024, l'exploitant indique qu'une action malencontreuse sur le fin de course de la vanne d'alimentation d'ammoniac de l'unité serait à l'origine de sa mise en sécurité. Dans ce même rapport, l'exploitant a présenté un plan d'action.

En salle, l'exploitant indique que l'ensemble des actions du plan d'action contenu dans le rapport du 15 novembre 2024 a été réalisé. Cependant, les justificatifs de ces actions n'ont pas pu être présentés le jour de l'inspection. À ce titre, l'inspection a établi une suite demandant à l'exploitant de transmettre les justificatifs (cf. **Suite n°01102025-6 de la Partie confidentielle**).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la sécurité
Prescription contrôlée : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées. [...]
Constats : En salle, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté la liste des MMR ayant été sollicitées lors du rejet d'oxyde d'azote du 09 juillet 2025 afin de mettre l'unité de production d'acide nitrique en sécurité. Par échantillonnage, l'inspection a demandé à consulter le dernier rapport de contrôle d'une de ces MMR. Selon l'exploitant, cet équipement est contrôlé tous les 36 mois et son dernier contrôle date du 20 mai 2025. Cependant, ce rapport de vérification n'a pu être présenté en salle. Ce constat a fait l'objet d'une suite (cf. Suite n°01102025-7 de la partie confidentielle) dans laquelle il est demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de contrôle de la MMR vérifiée, ainsi que celui de la toute chaîne instrumentée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Unité de fabrication d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage d'acide nitrique

Prescription contrôlée :

Les bacs de stockage d'acide nitrique et accessoires annexes et connexes décrits dans l'étude des dangers actualisée sont conçus pour, quelle que soit leur concentration, résister à tous les agents potentiels d'agression de l'acide nitrique.

Les bacs de stockage sont repris dans le tableau ci-dessous :

Repère bac	Volume (m ³)
T 2201 A	1250
T 2201 B	1250

Ces deux bacs sont équipés, au minimum, des dispositifs de sécurité décrits dans cette étude.

Ces bacs sont équipés de capacités de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Les rétentions de ces bacs sont étanches et résistent à l'action physique des fluides qu'elles pourraient contenir ainsi qu'à la pression statique exercée par les fluides. Elles résistent à leur action chimique sur une durée supérieure à la durée nécessaire pour neutraliser ou pomper le produit.

L'exploitant doit veiller à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. A cet effet, les eaux pluviales non polluées doivent, le cas échéant, être évacuées périodiquement.

L'exploitant devra prévoir et maintenir en bon état les moyens de neutralisation ou de pompage nécessaires en cas de remplissage accidentel de ces systèmes de rétention.

Les canalisations d'acide nitrique doivent faire l'objet de contrôles circonstanciés, afin d'assurer leur intégrité.

La tuyauterie reliant les 2 réservoirs en partie basse doit être pourvue d'une vanne commandable à distance.

[...]

Constats :

Selon l'exploitant, la présence d'eaux pluviales dans les rétentions est contrôlée régulièrement. Le cas échéant, les eaux pluviales sont évacuées. L'exploitant indique ne pas tracer ces évacuations. Lors de la visite du site, l'Inspection n'a pas constaté la présence d'eau pluviale au fond des rétentions.

Suite n°01102025-8 : L'exploitant indiquera la fréquence de contrôle de la disponibilité du volume des rétentions. Le cas échéant, il la définira dans une procédure.

L'exploitant dispose d'un système de pompage en cas de remplissage accidentel des rétentions.

Par ailleurs, le jour de l'inspection, le rapport de contrôle des tuyauteries d'acide nitrique n'était pas disponible.

Suite n°01102025-9 : L'exploitant transmettra :

- le dernier rapport de vérification de ce système de pompage ;
- le dernier rapport de contrôle des tuyauteries d'acide nitrique.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence de la vanne en partie basse entre les deux réservoirs. En salle de contrôle, l'Inspection a constaté que cette vanne était pilotable à distance. Par ailleurs, selon l'exploitant, le volume de chacun des deux bacs de rétention est bien de 1250 m³. Ce volume était également affiché dans la salle de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Unité de fabrication d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des émissions de NO₂ par les événements des bacs de stockage d'acide

Prescription contrôlée :

Un dispositif de sécurité au niveau de la colonne de lavage C 2104 permet d'empêcher toute vidange de gaz nitreux vers les stockages d'acide nitrique.

Constats :

En salle, l'exploitant indique que le dispositif de sécurité au niveau de la colonne C2104 est asservi au capteur de niveau incriminé dans l'incident du 09 juillet 2025 (cf. Fiche n°1). Le rapport de vérification du dispositif de sécurité au niveau de la colonne C2104 n'a pas été présenté à l'inspection.

Suite n°01102025-10 : L'exploitant transmettra le dernier rapport de vérification du dispositif de sécurité au niveau de la colonne C2104.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Unité de fabrication d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Évaporateurs d'ammoniac

Prescription contrôlée :

La ligne DN 100 commune à l'alimentation en ammoniac de l'évaporateur E2101 est équipée d'un diaphragme de réduction du débit.

L'exploitant rédige des procédures de purge de l'évaporateur auxiliaire et s'assure de sa bonne

application.

L'exploitant détermine si les moyens de détection d'ouverture (et de bonne fermeture) de la soupape d'ammoniac sont suffisants et le cas échéant établit un plan d'action.

En cas d'incident sur l'évaporateur E2101, une télécommande ou un asservissement à l'arrêt de l'unité de production d'acide nitrique :

- ferme la vanne d'admission d'ammoniac liquide ;
- ouvre la vanne de by-pass d'eau de réchauffage.

Constats :

Lors de la visite de la salle de contrôle, l'exploitant a présenté sur l'écran de contrôle la localisation de l'équipement associé à la purge de l'évaporateur auxiliaire. La séquence de purge de l'évaporateur est par ailleurs disponible depuis les écrans de contrôle et accessible aux opérateurs.

En salle, l'exploitant indique qu'une mesure de pression haute sur les tuyauteries permet de détecter l'ouverture de la soupape d'ammoniac. Toutefois, le rapport de vérification des capteurs de pression haute au niveau de la tuyauterie d'ammoniac n'a pas été présenté.

Suite n°01102025-11 : L'exploitant transmettra le dernier rapport de vérification des capteurs de pression haute au niveau de la tuyauterie d'ammoniac. Il se positionnera sur la suffisance de la mesure de pression haute pour détecter l'ouverture ou la bonne fermeture de la soupape d'ammoniac. Le cas échéant, il établira un plan d'action.

L'inspection a constaté sur l'écran de contrôle la représentation de la vanne dédiée à l'admission de l'ammoniac. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle de cette vanne ainsi que sa chaîne d'asservissement datant du 02/08/2024. Ce rapport ne mentionne pas de non-conformité. Selon l'exploitant, cette vanne et sa chaîne d'asservissement sont contrôlées tous les 18 mois.

Sur le même écran, l'inspection a constaté la représentation de la vanne by-pass d'eau de réchauffage. Selon l'exploitant, cette vanne est asservie à la production d'acide nitrique. Il indique que cette vanne est testée au quotidien lors de l'utilisation de l'unité pour réguler la pression. Toutefois, la chaîne d'asservissement associée n'est pas testée. D'après l'exploitant, la vanne by-pass d'eau de réchauffage et sa chaîne d'asservissement ne sont pas des EIPS ni des MMR. À ce titre, les interventions sur la chaîne d'asservissement se font de manière curative et non pas préventivement.

Suite n°01102025-12 : La vanne by-pass d'eau de réchauffage ainsi que sa chaîne d'asservissement sont notamment utilisées en cas d'incident sur l'évaporateur E2101. À ce titre, l'exploitant doit s'assurer que la vanne by-pass d'eau de réchauffage ainsi que sa chaîne d'asservissement sont fonctionnelles à tout moment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Unité de fabrication d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité des réacteurs d'oxydation thermique
Prescription contrôlée : Chaque réacteur est équipé de sécurités de « température haute » redondantes et sans mode commun de défaillance et d'une sécurité de « proportion haute » d'ammoniac. Le déclenchement de l'une de ces sécurités déclenche, sans délai, l'arrêt complet de l'unité et ferme la vanne d'arrivée d'ammoniac. La cinétique de la mise en sécurité doit notamment permettre d'éviter les risques de dépassement du ratio à partir duquel une réaction explosive est à craindre. A cet effet, l'exploitant met notamment en place une détection de fin de course sur la vanne anti-pompage du compresseur d'air qui déclenche la séquence de mise en sécurité du réacteur d'oxydation en situation de marche productive.
Constats : Lors de la visite de la salle de contrôle, l'exploitant a présenté les 2 capteurs de sécurités de « température haute » sur un réacteur. Selon l'exploitant ces 2 équipements n'ont pas de mode de défaillance en commun. L'exploitant a également présenté la séquence de mise en sécurité des installations en cas de déclenchement d'un capteur de sécurité « température haute ». Toutefois, le rapport de contrôle des capteurs de sécurités de « température haute », ainsi que celui de la chaîne instrumentée d'asservissement de ces capteurs n'ont pas été présentés. Suite n°01102025-13 : L'exploitant transmettra le dernier rapport de contrôle des capteurs de sécurités de « température haute » de chacun des réacteurs, ainsi que celui de la chaîne instrumentée d'asservissement de ces capteurs à la fermeture de la vanne d'admission d'ammoniac. Selon l'exploitant, le fin de course de la vanne anti-pompage du compresseur est contrôlé à chaque démarrage de l'unité de production d'acide nitrique. Il indique que cette vanne a été contrôlée en 2022 lors du grand arrêt. Suite n°01102025-14 : L'exploitant transmettra le dernier rapport de contrôle de la vanne anti-pompage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Unité de fabrication d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures préventives visant à éviter la formation de nitrite et de nitrate d
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place des seuils d'alarmes et de sécurités visant à prévenir les risques d'explosion de nitrites ou de nitrates d'ammonium dans les équipements de traitement de gaz de queue. À ce titre, un détecteur de température haute et un analyseur d'ammoniac avec alarme et asservissement avec le fonctionnement de la DENOX sont mis en place. L'exploitant réalise trois fois par semaine un contrôle de la présence d'ions NH_4^+ dans l'eau du condenseur CER E2109.
Constats : En salle, l'exploitant explique avoir défini des seuils haut et très haut respectivement à 3 ppm et à 5 ppm d'ammoniac en cas de fuite au sein de l'unité de production d'acide. Ces valeurs ont été confirmées par un opérateur en salle de contrôle. Selon l'exploitant, le fonctionnement de la DENOX est asservi à un détecteur de température haute et à un analyseur d'ammoniac. Le rapport de contrôle de cette chaîne instrumentée n'a pas été présenté le jour de l'inspection. Suite n°01102025-15 : L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de la chaîne instrumentée asservissant le fonctionnement du DENOX au détecteur de température haute et à l'analyseur d'ammoniac. L'exploitant indique que des contrôles de la présence d'ions NH_4^+ dans l'eau du condenseur CER E2109 sont réalisés par un laboratoire. Les rapports n'ont pas été présentés à l'Inspection. Suite n°01102025-16 : L'exploitant transmettra les rapports des contrôles réalisés sur la présence d'ions NH_4^+ dans l'eau du condenseur CER E2109 pour la semaine 40 de l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Unité de fabrication d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'oxydes d'azote et d'ammoniac
Prescription contrôlée : Des détecteurs d'oxydes d'azote, classés EIPS, avec report d'alarme en salle de contrôle, permettent de détecter toute fuite de vapeurs nitreuses de l'unité.
Constats : Selon l'exploitant, l'unité de production d'acide nitrique dispose de 7 capteurs mesurant le taux vapeur nitreuse avec un report d'alarme en salle de contrôle. D'après l'exploitant, ces capteurs

sont vérifiés tous les 6 mois. Toutefois, les rapports de contrôle n'ont pas été présentés.

Suite n°01102025-17 : L'exploitant transmettra les derniers rapports des contrôles des 7 capteurs mesurant le taux de vapeur nitreuse installés au sein de l'unité de production d'acide nitrique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Gestion de la remise en état des installations suite à la consommation du mélange ammoniac/propylène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2025, Titre 2 de l'annexe confidentielle

Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état des installations

Prescription contrôlée :

cf. partie confidentielle

Constats :

Ce constat a fait l'objet d'une suite (cf. **Suite n° 01102025-18 de la partie confidentielle**) dans laquelle il est demandé à l'exploitant de transmettre des justificatifs attestant de la remise en état des installations suite à la consommation du mélange ammoniac/propylène en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

[...]

A la mise en service, une vérification initiale des installations électriques sera effectuée par une personne ou un organisme extérieur. Par la suite, l'ensemble de l'installation électrique sera vérifiée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

D'après l'exploitant, il n'y a pas de contrôle préventif de l'ensemble des installations électriques. Seules des interventions curatives sont réalisées en interne. L'exploitant explique que son établissement dispose d'un trop grand nombre d'équipements électriques pour que ceux-ci soient vérifiés périodiquement par un organisme compétent. Selon lui, seules les installations électriques des bureaux sont vérifiées, ainsi que les transformateurs en amont des unités.

Suite n°01102025-19 : L'exploitant ne fait pas vérifier annuellement l'ensemble de ses installations électriques par un organisme compétent. Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vérification de l'ensemble des installations électriques de son établissement pour l'année 2026.

Suite n°01102025-20 : Au titre de la vérification des installations électriques de son établissement, il fournira une planification des interventions prévues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 an pour la suite n°01102025-19 et 3 mois pour la suite n°01102025-20